

THE INSIDE TRACK

DES INFORMATIONS CONCISES SUR LA PROCHAINE
SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Le Inside Track CDH57: la 57ème session ordinaire
du Conseil des droits de l'homme

Du lundi 9 septembre au 11 octobre 2024
(session de 5 semaines), Salle XX, Palais des Nations

PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP



**Vue d'ensemble des participants à la 16e session ordinaire
du Conseil des droits de l'homme, Palais des Nations,
Genève, Suisse - 21 mars 2011.**

Crédit : UN Photo by Jean-Marc Ferré

EN BREF

- Le **9 septembre**, S.E. Volker Türk, Haut Commissaire pour les droits de l'Homme, présentera la situation des droits humains dans le monde pour l'ouverture du CDH57.
- Au cours de la session, le Conseil examinera les **rapports portant sur des situations de pays spécifiques** préparés par le Haut Commissaire et le Secrétaire général concernant, entre autres : le **Nicaragua**, le **Territoire Palestinien Occupé, y compris Jérusalem-Est**, le **Myanmar**, le **Yémen**, le **Honduras**, la **République démocratique du Congo** et le **Cambodge**.
- De plus, le Haut Commissaire présentera ses comptes-rendus oraux sur le suivi de la résolution Coopération avec l'Ukraine.
- Les procédures spéciales présenteront aussi des comptes-rendus oraux sur la situation des droits de l'homme en **Afghanistan**, au **Nicaragua**, en **Ukraine** et au **Belarus**.
- Le Conseil entendra également une mise à jour orale du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme (OHCHR) concernant l'assistance technique et le renforcement des capacités pour le **Sud-Soudan**.
- Le Conseil examinera également les rapports du Haut-Commissaire et du Secrétaire général sur un certain nombre de **questions thématiques**, notamment :
 - [Question de la peine de mort.](#)
 - Droit au développement.
 - [Peuples autochtones.](#)
 - Jeunesse.
 - [Droit à l'éducation pour toutes les filles.](#)
 - Terrorisme.
 - [Changement climatique.](#)
 - [Champ d'action de la société civile.](#)
 - [Coopération avec les Nations Unies, ses représentants et mécanismes dans le domaine des droits de l'homme.](#)
 - [Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme.](#)
- Le Conseil organisera **19** dialogues interactifs avec **les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**, y compris **14** mandats thématiques, notamment celles portant sur les mandats suivants : détention arbitraire (Groupe de travail) ; formes contemporaines d'esclavage ; développement ; disparitions forcées ou involontaires (Groupe de travail) ; peuples autochtones ; ordre international ; mercenaires (Groupe de travail) ; personnes âgées ; paysans (Groupe de travail) ; personnes d'ascendance africaine (Groupe de travail) ; toxiques et droits de l'homme ; vérité, justice, réparation et garanties de non-réurrence ; mesures coercitives unilatérales ; ainsi que l'eau et l'assainissement ; et également 5 titulaires de mandat spécifiques aux pays sur le Burundi, le Cambodge, la Fédération de Russie, la République centrafricaine et la Somalie.

- De plus, le Conseil tiendra des dialogues interactifs avec **6 mécanismes d'enquête**, dont : le Groupe d'experts indépendants sur la situation des droits de l'homme en **Biélorussie** ; la Commission d'enquête internationale indépendante sur la **République arabe syrienne** ; la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'**Ukraine** ; la Mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le **Soudan** ; la Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la **République bolivarienne du Venezuela** ; et l'**Équipe internationale d'experts sur la République démocratique du Congo**.
 - Conformément à la déclaration du Président [PRST/OS/17/1](#) du 8 décembre 2023, les rapports et comptes-rendus oraux du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, du Secrétaire général et des organes subsidiaires qui devaient être présentés pendant CDH56 seront donc examinés au cours du CDH57.
 - Sur la base des initiatives officiellement annoncées lors de la réunion d'organisation du CDH57, le Conseil devrait adopter environ **32 projets de résolution** et autres textes. La date limite pour soumettre un projet de résolution a été fixée au **2 octobre 2024 à 13 heures**.
 - Lors du CDH57, le Conseil adoptera les rapports de l'EPU de 14 pays : [Nouvelle-Zélande](#), [Afghanistan](#), [Chili](#), [Viet Nam](#), [Uruguay](#), [Yémen](#), [Vanuatu](#), [Macédoine du Nord](#), [les Comores](#), [Slovaquie](#), [Érythrée](#), [Chypre](#), [République dominicaine](#) et [Cambodge](#).
 - Il est également prévu que **quatre** nouveaux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales soient nommés, dont le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Belarus ; un membre du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine (États d'Europe occidentale et autres États) ; un membre du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (États d'Asie-Pacifique) ; et un membre du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (États d'Amérique latine et des Caraïbes). Le 26 août 2024, le Président a publié la liste des candidats proposés pour les deux premiers postes vacants. Plusieurs informations sur les candidatures sont disponibles [ici](#).
- Pour obtenir la version intégrale du programme de travail pour la 57ème session, cliquez [ici](#).



M. António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, s'exprimant lors de la 55e session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, Palais des Nations, Genève, Suisse - 26 février 2024.

Crédit : UN Photo by Elma Okic.

MODALITÉS POUR CDH57

- La 57ème session du Conseil se tiendra dans la Salle XX.
- À compter du 22 janvier 2024, le Département de l'Assemblée Générale et de la Gestion des Conférences de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) a imposé des restrictions concernant la gestion des réunions et conférences officielles de l'ONU, notamment des restrictions sur les réunions à l'heure du déjeuner et sur l'utilisation de la participation à distance et des modalités hybrides. La participation virtuelle en direct aux réunions (sur, par exemple, Zoom, Webex, Interprefy, etc.) n'est pas autorisée, mais les déclarations vidéo préenregistrées sont toujours acceptées, bien sûr au même titre que la participation en personne. UN Web TV continuera également à retransmettre en direct les réunions du Conseil. Cette décision fait suite à la demande du Conseil à l'Assemblée générale, dans sa décision 55/116 d'avril 2024, d'autoriser le Conseil à continuer d'utiliser les modalités de participation à distance.
- Dans le prolongement de la session précédente du Conseil, les négociations informelles, les événements parallèles et les autres réunions informelles se déroulant en marge du CDH57 pourront bénéficier de services audiovisuels ainsi que de l'utilisation de WebEx sur la base du recouvrement des coûts.
- La plateforme d'inscription en ligne pour la 57e session, « Events », est disponible sur le site suivant: <https://events.ohchr.org>
 - Pour les **États**, l'inscription sur la **liste des orateurs** via la plateforme « Events » pour **tous les dialogues interactifs et les tables rondes** sera ouverte le **lundi 2 septembre à 16 heures et sera close 24 heures avant le début du débat**. Après la clôture des inscriptions en ligne, les délégations peuvent encore s'inscrire ou se retirer en envoyant un courriel à l'adresse OHCHR-hrclistofspeakers@un.org La liste des orateurs sera close environ 15 minutes après le début de chaque débat. Pour **l'adoption des résultats de l'EPU**, l'inscription des États à la liste des orateurs sera ouverte le **lundi 16 septembre à 9 heures et se terminera le jeudi 19 septembre à 18 heures**. Aucune inscription ne sera possible après cette date.
 - Pour les **institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales**, la liste des orateurs pour les déclarations orales durant la session sera ouverte le **mardi 3 septembre à 14 heures**. Les institutions nationales des droits de l'homme ayant le statut « A » et les ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC auront la possibilité de présenter leurs déclarations en personne ou par le biais de déclarations vidéo préenregistrées pour tous les dialogues interactifs, les discussions de groupe et les adoptions de l'EPU. L'inscription, l'indication de la méthode de participation et le téléchargement des déclarations vidéo pour les ONG se feront également via la plateforme « Events » et le téléchargement des transcriptions est obligatoire quelle que soit la méthode de participation. La date limite pour tous les participants (soit en personne, soit par déclaration vidéo) pour télécharger les transcriptions et les déclarations vidéo avec les transcriptions, le cas échéant, est 18 heures le jour ouvrable avant le début du débat et constitue une confirmation de participation.
 - Comme lors de la session précédente, le Secrétariat a également mis en place une fonctionnalité permettant aux ONG de coparrainer les déclarations d'autres ONG directement via la plateforme en ligne. La méthode précédente, à savoir l'envoi du formulaire de coparrainage par courrier électronique, ne sera plus acceptée.



Événement à l'occasion de la Journée internationale des femmes en diplomatie, Palais des Nations, Genève, Suisse - 24 juin 2024.

Crédit : @ONUGeneve.

MESURES POUR ASSISTER LES PETITES DÉLÉGATIONS PENDANT LE CDH

LES RÉUNIONS-DÉBATS

Le Bureau virtuel d'assistance du CDH pour les PEID et les PMA vise à faciliter la compréhension des sujets abordés lors du CDH et renforcer la participation des délégations de petits États pendant la session. Le Bureau d'assistance peut être joint avant, pendant, et après la session par courriel (HRCdesksmallPM@ohchr.org) ou par téléphone/WhatsApp +41 (0) 79 500 00 32. Le Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance technique à l'appui de la participation des PMA et PEID aux travaux du Conseil des droits de l'Homme est également disponible pour des consultations en ligne sur demande.

L'utilisation de l'outil en ligne de «E-deleGATE» permettra aux délégations de diffuser, soumettre et parrainer des résolutions, entre autres. Il est accessible à ce [lien](#).

Les délégués pourront continuer à utiliser l'application Sched pour accéder aux détails des réunions plénières, des événements parallèles et des consultations informelles pendant la session. Veuillez noter que les détails des réunions sont susceptibles d'être modifiés et seront mis à jour régulièrement.

Il est prévu que le CDH57 tienne **6** réunions-débats sur les thèmes suivants:

1. Réunion-débat sur la promotion et la protection des droits économiques, sociaux et culturels dans le contexte de la lutte contre les inégalités (11 septembre, [note conceptuelle](#)).
2. Réunion-débat sur l'accès de tous les enfants, en particulier les plus vulnérables, à un enseignement de qualité inclusif et équitable au service de la paix et de la tolérance. (18 septembre, [note conceptuelle](#))
3. Réunion-débat bisannuelle sur le droit au développement, sur le thème « Réaliser le droit au développement : les arguments en faveur d'une convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale ». (18 septembre, [note conceptuelle](#)).
4. Réunion-débat sur la question du respect par les États des obligations mises à leur charge concernant le rôle de la famille dans la protection des droits humains de ses membres (25 septembre, [note conceptuelle](#)).
5. Réunion-débat annuelle d'une demi-journée sur les droits des peuples autochtones ayant pour thème « Les lois, politiques, décisions judiciaires et autres mesures adoptées par les États pour atteindre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones » (25 septembre, [note conceptuelle](#)).
6. Débat annuel consacré à la prise en compte des questions de genre dans tous les travaux du Conseil des droits de l'homme et ceux de ses mécanismes (30 septembre, [note conceptuelle](#)).

QUOI DE NEUF?

Au cours du CDH57, les États examineront **69** rapports préparés par le Secrétaire général, le Haut-Commissaire, et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.^[1]

Ces rapports de l'ONU, mandatés par le Conseil via des résolutions précédentes, seront disponibles [ici](#) une fois publiés.

'NOMBRE L' - PROJETS DE RÉSOLUTIONS ET AUTRES TEXTES AU CDH57^[2]

Sur la base des annonces faites lors de la réunion d'organisation, les projets de résolution et autres textes suivants devraient être déposés lors du CDH57. Avant leur adoption, ces textes feront l'objet d'au moins un cycle de consultation informelle ouverte avec les délégations intéressées.



51^{ème} session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, Palais des Nations, Genève, Suisse - 12 septembre 2022.

Crédit : UN Photo by Pierre Albouy.

1. En outre, le Conseil examinera et adoptera 14 rapports du groupe de travail sur l'examen périodique universel.
2. Lorsqu'ils sont présentés au Conseil, les projets de résolution (et autres textes) reçoivent un « numéro L »

RÉSOLUTIONS PORTANT SUR LA SITUATION D'UN PAYS

*La table ci-dessous comprend les initiatives formellement annoncées pendant la réunion organisationnelle du CDH57

	OBJET DE LA RÉSOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) ^[3]	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	HISTORIQUE DU VOTE ^[4]
1	Situation des droits de l'homme en Afghanistan	Union Européenne	2	Consensus
2	<u>Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka</u>	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Canada, Allemagne, Malawi, Monténégro, Macédoine du Nord, États-Unis d'Amérique	2	(20-20-7)
3	<u>Faire face à la crise sur le plan humanitaire et sur le plan des droits de l'homme causée par le conflit armé en cours au Soudan</u>	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Allemagne, Norvège, États-Unis d'Amérique	2	(19-12-16)
4	<u>Situation des droits de l'homme en République bolivarienne du Venezuela</u>	Canada, Brésil, Chili, Équateur, Guatemala, Paraguay	4	(19-23-5)
5	<u>Situation des droits de l'homme au Burundi</u>	Union Européenne	4	(20-17-10)

3. Basé sur les principaux sponsors des résolutions précédentes.

4. Résultats du vote de la dernière fois que la résolution a été adoptée par le Conseil. Les résultats des votes sont représentés par (OUI - NON - ABSTENTION).

OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) ⁽³⁾	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	HISTORIQUE DU VOTE ⁽⁴⁾	
6	Situation des droits de l'homme dans la Fédération de Russie	Luxembourg, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Chypre, Tchéquie, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède	4	(18-22-7)
7	Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne	Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Qatar, Turquie, États-Unis d'Amérique	4	(24-18-4)
8	Coopération avec la Géorgie	Géorgie	10	(22-21-4)
9	Assistance technique et renforcement des capacités pour faire face aux incidences sur les droits de l'homme des essais nucléaires menés dans les Îles Marshall	Marshall Islands, Fiji, Nauru, Samoa, and Vanuatu	10	Consensus
10	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en République démocratique du Congo	Gambie (au nom du groupe des États africains)	10	Consensus
11	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Yémen	Émirats arabes unis (au nom du groupe des États arabes)	10	Consensus

RÉSOLUTIONS THÉMATIQUES

*La table ci-dessous comprend les initiatives formellement annoncées pendant la réunion organisationnelle du CDH57

	OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) ^[5]	POINT SUPPOSE À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ ^[6]	HISTORIQUE DU VOTE ^[7]
1	<u>Lutter contre le cyberharcèlement</u>	Argentine, Allemagne, Grèce, Israël	3	Bisannuel	Consensus
2	Élimination de la violence domestique	Kazakhstan	3	Nouvelle initiative	N/A
3	<u>Participation aux affaires politiques et publiques dans des conditions d'égalité</u>	Botswana, République tchèque, Indonésie, Pays-Bas, Pérou	3	Triennal	Consensus
4	<u>Droits de l'homme et peuples autochtones</u>	Mexique, Guatemala	3	Annuel	Consensus
5	<u>Droits humains des migrants</u>	Mexique	3	Annuel	Consensus
6	Importance de l'application de la perspective des droits de l'homme à la mise en œuvre du cadre mondial pour la biodiversité	Colombie	3	Nouvelle initiative	N/A

5. Basé sur les principaux auteurs des résolutions précédentes.

6. Basé sur le calendrier volontaire des résolutions thématiques.

7. Résultats du vote de la dernière fois que la résolution a été adoptée par le Conseil.

OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) ^[5]	POINT SUPPOSE À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ ^[6]	HISTORIQUE DU VOTE ^[7]	
7	<u>Administrations locales et droits de l'homme</u>	Chili, Égypte, République de Corée et Roumanie	3	Bisannuel	Consensus
8	<u>Mandat du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques</u>	Bahamas, Union européenne, Fidji, République des Îles Marshall, Panama, Paraguay, Soudan	3	Triennal	(42-4-1)
9	<u>Institutions nationales des droits de l'homme</u>	Australie, Timor-Leste	3	Bisannuel	Consensus
10	<u>Promotion d'un ordre international démocratique et équitable</u>	Cuba	3	Annuel	(29-4-14)
11	Réinsertion sociale des personnes libérées de prison et des personnes soumises à des mesures non privatives de liberté	Costa Rica, Gambie, Monténégro, Kazakhstan	3	Nouvelle initiative	N/A
12	<u>Terrorisme et droits de l'homme</u>	Mexique, Égypte	3	Bisannuel	Consensus

OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) ^[5]	POINT SUPPOSE À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ ^[6]	HISTORIQUE DU VOTE ^[7]	
13	<u>Droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement</u>	Espagne, Allemagne	3	Bisannuel	Consensus
14	<u>La promotion, la protection et l'exercice des droits de l'homme sur Internet</u>	Brésil, Nigeria, Suède, Tunisie, États-Unis d'Amérique	3	Triennal	(43-4-0)
15	<u>Le rôle d'une bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme</u>	Pologne, Australie, Chili, République de Corée, Afrique du Sud	3	Annuel	Consensus
16	<u>Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination</u>	Cuba	3	Annuel	(32-2-13)
17	<u>Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme</u>	Philippines, Brésil, Costa Rica, Italie, Maroc, Sénégal, Slovénie, Thaïlande	3	Annuel	Consensus

OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) ^[5]	POINT SUPPOSE À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ ^[6]	HISTORIQUE DU VOTE ^[7]	
18	<u>Les jeunes et les droits de l'homme</u>	Côte d'Ivoire, Égypte, El Salvador, France, Grèce, Italie, Maroc, Philippines, Portugal, République de Moldavie, Tunisie et Ouzbékistan	3	Bisannuel	Consensus
19	<u>L'éducation comme moyen de prévenir le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée</u>	Brésil, Colombie, Afrique du Sud	9	Dernière adoption en 2013	(46-1-0)
20	<u>De la rhétorique à la réalité : appel mondial pour une action concrète contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée</u>	Gambie (au nom du groupe des États africains)	9	Annuel	(33-7-7)
21	<u>Amélioration de la coopération technique et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme</u>	Thaïlande, Brésil, Honduras, Indonésie, Maroc, Norvège, Qatar, Singapour, Turquie	10	Bisannuel	Consensus

LES MÉCANISMES DU CONSEIL

PROCÉDURES SPÉCIALES

14 procédures spéciales thématiques (Rapporteurs spéciaux, Experts indépendants et Groupes de travail) présenteront leurs rapports (y compris ceux issus de missions dans des pays) lors du CDH57. En outre, 5 procédures spéciales spécifiques à un pays (Rapporteurs spéciaux et Experts indépendants) présenteront des rapports/comptes rendus oraux sur la situation des droits de l'homme dans les pays couverts par leurs mandats et leur engagement avec le(s) État(s) concerné(s).

MANDATS AYANT POUR OBJET LA SITUATION DANS UN PAYS

MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT/COMPTE-RENDU ORAL ET DIALOGUE INTERACTIF ^[8]
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Burundi	20 septembre
Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans la Fédération de Russie	23 septembre
Expert indépendant sur la République centrafricaine	4 octobre
Expert indépendant sur la Somalie	4 octobre
Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Cambodge	7 octobre

8. Dates susceptibles d'être modifiées.

MANDATS THÉMATIQUES

MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT ET DIALOGUE INTERACTIF	RAPPORT DE MISSION DANS LE PAYS
<u>Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition</u>	11 et 12 septembre	<u>Arménie</u> <u>Colombie</u> <u>Finlande et Suède</u>
<u>Groupe de travail sur les mercenaires</u>	12th September	<u>Côte d'Ivoire</u>
<u>Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage</u>	12 septembre	<u>Canada</u> <u>Côte d'Ivoire</u>
<u>Expert indépendant sur les droits des personnes âgées</u>	12 septembre	<u>Moldavie</u> <u>Peru</u>
<u>Rapporteur spécial sur les mesures coercitives unilatérales</u>	13 septembre	<u>Chine</u>

MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT ET DIALOGUE INTERACTIF	RAPPORT DE MISSION DANS LE PAYS
<u>Rapporteur spécial sur les droits à l'eau et à l'assainissement</u>	<u>16 septembre</u>	Canada
<u>Expert indépendant sur l'ordre international</u>	16 septembre	<u>Maldives</u>
<u>Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires</u>	<u>16 septembre</u>	<u>Visite des appareils judiciaires et organes des droits de l'homme de l'Union africaine et d'autres organes sous-régionaux</u> <u>Suivi des recommandations formulées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires dans son rapport sur la visite qu'il a effectuée au Kirghizistan</u> <u>Suivi des recommandations formulées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires dans son rapport sur la visite qu'il a effectuée au Tadjikistan</u>
<u>Rapporteur spécial sur les substances toxiques et les droits de l'homme</u>	<u>17 septembre</u>	Australie Afrique du Sud

MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT ET DIALOGUE INTERACTIF	RAPPORT DE MISSION DANS LE PAYS
<u>Groupe de travail sur la détention arbitraire</u>	<u>17 septembre</u>	<u>Bahamas</u> <u>Mexique</u>
<u>Rapporteur spécial sur le droit au développement</u>	<u>17 septembre</u>	<u>Viet Nam</u>
<u>Groupe de travail sur les droits des paysans</u>	18 septembre	
<u>Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones</u>	<u>24 septembre</u>	Colombie
<u>Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine</u>	2 octobre	<u>Norvège</u>

EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL

Les résultats de l'EPU de 14 États suivants seront examinés en vue d'une adoption par le Conseil lors du CDH57 (prévue entre le 26 septembre et le 1 octobre):

- [Afghanistan](#)
- [Cambodge](#)
- [les Comores](#)
- [Chili*](#)
- [Chypre](#)
- [Érythrée*](#)
- [Macédoine du Nord](#)
- [Nouvelle-Zélande](#)
- [République dominicaine*](#)
- [Slovaquie](#)
- [Uruguay](#)
- [Vanuatu](#)
- [Viet Nam*](#)
- [Yémen](#)

*Membres du Conseil

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE À L'APPUI DE LA PARTICIPATION DES PMA ET PEID

Le Fonds d'affectation spéciale pour soutenir la participation des PMA et des PEID aux travaux du Conseil, mis en place en 2012, soutiendra la participation de 15 représentants gouvernementaux (huit femmes et sept hommes) au CDH57. Ils sont originaires des pays suivants:

- Bangladesh*
- Bénin*
- Burundi*
- Comores
- Guinée
- Guinée Bissau
- Îles Marshall
- Jamaïque
- Les Bahamas
- Maldives*
- République démocratique populaire lao
- Somalie*
- Soudan du Sud
- Tuvalu
- Vanuatu

* Membres du Conseil

THÈMES LES PLUS FRÉQUENTS DU CDH57*



*Basé sur toutes les résolutions annoncées, les événements parallèles, les dialogues interactifs, les panels et les rapports.

PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP

Le contenu de ce document ne représente pas la position officielle de la Mission permanente de Singapour.